Rapport 2013 sur la traite des êtres humains en République du Bénin

Benin - catégorie 2

La République du Bénin est un pays de départ, de transit et de destination d'enfants, de femmes, et éventuellement d'hommes exploités pour leur travail et le sexe. La majorité des victimes identifiées sont des filles, elles font l'objet de servitude domestique ou d'exploitation sexuelle à Cotonou, la capitale politique. La pratique du *vidomegon*, qui consiste traditionnellement à offrir des opportunités d'instruction et de formation aux enfants en les plaçant dans des familles nanties, est désormais utilisée pour exploiter les enfants comme esclaves domestiques. Les enfants sont forcés de travailler dans les champs, l'agriculture commerciale — notamment dans le secteur cotonnier — dans les mines artisanales, ou comme vendeurs à la sauvette ou à l'étalage pour fabriquer ou vendre des articles. Les enfants en provenance du Burkina Faso, Nigéria, Togo et Niger sont également forcés de travailler dans ces secteurs ; la jeune fille togolaise est utilisée dans la prostitution au Bénin. Des cas de tourisme sexuel, impliquant à la fois des garçons et des filles, ont été signalés dans le Département de Mono et sur les rives de la baie du Benin. Au nord du Bénin, les enfants des écoles coraniques, connus sous le nom de *talibe*, sont exploités dans la mendicité forcée par leurs instructeurs coraniques connus sous le nom de *marabout*. La majorité des enfants victimes proviennent des régions du nord du Bénin, et nombreuses sont celles qui sont recrutées et transportées vers la République du Congo, le Nigéria, le Gabon, et, dans une moindre mesure vers le Niger, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Guinée- Bissau où elles sont soumises aux travaux forcés dans des maisons, des mines, des carrières, des restaurants, la vente à la sauvette et dans les champs de cacaoyers. La majorité des enfants victimes interceptés au Bénin, soit en provenance du Bénin ou d'autres pays de l'Afrique de l'ouest, sont *destinés* à être exploités au Nigeria. Des béninois adultes et enfants, victimes de traite, ont également été identifiés au Liban et au Royaume-Uni. Des Ghanéennes et des Nigériennes font l'objet de traite pour alimenter l'esclavage domestique et la prostitution forcée au Bénin.

Le Gouvernement de la République du Bénin ne respecte pas les normes minimales relatives à l'élimination de la traite, cependant, il fournit d'importants efforts pour se mettre à la page. Au cours de la période visée, il a finalisé le projet de loi anti-traite qui interdit et prévoit des sanctions contre la traite des adultes et qui attend le vote du parlement. Ses efforts ont également porté sur le jugement et la condamnation des trafiquants d'enfants pour travail forcé et en vue de protéger leurs victimes, bien que les autorités aient mis l'accent sur l'interception des flux de transit plutôt que sur le sauvetage des personnes exploitées.

Pendant la période visée, le gouvernement a identifié 170 éventuelles victimes juvéniles et condamné 20 personnes pour leur transport illégal. Bien que les autorités aient également initié le procès de six auteurs pour leur implication dans la traite d'adultes, elles n'ont pas

systematiquement enquêté de tels cas ni fourni la protection aux victimes adultes identifiées ou rapatriées vers le Bénin en 2012. Aucune enquête ni aucun procès n'a eu lieu pour les crimes ou cas liés à l'exploitation sexuelle ou au travail forcé et qui n'impliquaient pas le mouvement de personnes à l'intérieur du Bénin ou entre les frontières. Le progrès dans la lutte contre la traite fut entravé par l'insuffisance des ressources financières et autres, allouées à l'Office central de protection des mineurs (OCPM).

Recommandations à l'intention du Gouvernement du Bénin

Finaliser et promulguer le projet de loi visant à criminaliser toutes les formes de traite en conformité avec le Protocole des Nations unies de 2000 relatif à la traite des êtres humains ; accroître les efforts visant à condamner et à réprimer les auteurs de traite, y compris l'utilisation des lois existantes pour poursuivre en justice les crimes liés à l'exploitation sexuelle et au travail forcé, ainsi que la traite des adultes ; s'assurer que la justice condamne de manière adéquate les auteurs de traite, y compris l'augmentation des condamnations privatives de liberté en lieu et place des amendes ; élaborer des procédures systématiques pour l'identification en amont des victimes — y compris celles qui se trouvent dans une situation de travail forcé et leur orientation ultérieur auprès des services de soutien ; augmenter de manière significative le financement de l'OCPM, du Ministère du travail, et du Ministère de la famille en vue de leur permettre d'assumer leurs responsabilités liées à l'inspection des chantiers et à l'offre de la prise en charge aux victimes de la traite ; améliorer les efforts de collecte des données liées à la mise en application de la loi en matière de traite et mettre ces données à la disposition des autres institutions gouvernementales et du public ; et mener une campagne de sensibilisation sur la lutte contre la traite des êtres humains à travers le pays.

Poursuites judiciaires

Au cours de la période visée, les autorités ont maintenu ses efforts de répression contre la traite des êtres humains notamment en ce qui concerne le travail forcé des enfants et initié leur premier procès d'un suspect d'une affaire de traite de personnes adultes ; toutefois, aucune action criminelle significative ne fut prise dans les cas d'exploitation sexuelle ou de travail forcé impliquant le mouvement des victimes. Les lois existantes n'interdisent aucune forme de traite. La loi de 2006 portant réglementation du transport des mineurs et de la suppression de la traite des enfants réprime toutes les formes de traite de l'enfant et prévoit des sanctions variant entre 10 à 20 ans de prison ferme. Ces sanctions sont suffisamment sévères et dépassent de loin celles prévues pour les autres crimes graves, tels que le viol. Toutefois, cet instrument de loi met l'accent sur l'interdiction et la répression du mouvement des enfants plutôt que sur leur exploitation finale et prévoit des sanctions beaucoup moins sévères — six mois à deux ans

d'emprisonnement ferme ou des amendes — pour les crimes liés à la traite elle-même et impliquant le travail forcé. Le Code pénal béninois réprime l'achat ou la proposition d'un être humain pour des besoins de prostitution, ainsi que la facilitation de la prostitution et prescrit des sanctions allant de six mois à deux ans de prison ferme, tandis que le Code du travail interdit le travail forcé et prévoit des sanctions allant de deux mois à un an de prison ferme ou une amende. Ces sanctions ne sont pas suffisamment sévères ou ne correspondent pas aux sanctions prévues pour d'autres crimes graves, tels que le viol. En septembre 2012, le gouvernement, en partenariat avec l'ONUDD, a achevé l'élaboration d'une loi complète contre la traite qui interdit et prévoit des sanctions contre la traite des adultes. Le projet final attend le vote du parlement.

Au cours de l'année, l'OCPM du Ministère de l'intérieur, a enquêté sur 63 affaires et traduit 19 suspects devant le tribunal de Cotonou. Lors du premier procès impliquant la traite d'adultes, en mai 2012, l'OCPM a arrêté et envoyé six suspects devant le tribunal de Cotonou qui étaient accusés d'avoir coordonné le recrutement de béninoises à destination pour le Liban et qui se sont procurés des documents pour leur voyage. Hors de la capitale, les autorités ont condamné 20 personnes pour transport illégal d'enfants en conformité avec la loi No 2006/04, en comparaison avec 25 auteurs de traite qui avaient été condamnés en 2011 ; les peines allaient de six mois de prison avec sursis à deux ans de prison ferme associés à des amendes d'une valeur approximative de 10.000 FCFA à 300.000 FCFA. Ces sanctions sont inférieures à celles appliquées à la période d'évaluation précédente et elles ne permettaient à suffisance de dissuader la commission des crimes liés à la traite d'êtres humains. À cause des retards de traitement des affaires dans les tribunaux, dix affaires similaires demeurent pendantes jusque vers la fin de la période visée. Les autorités n'ont pas pu enquêter ni juger les crimes liés à l'exploitation sexuelle, au travail forcé dans les chantiers, ou aux affaires où les victimes n'étaient pas ni en déplacement à l'intérieur du Bénin ni en déplacement transfrontalier, étant donné que tous les suspects traduits en justice étaient des Béninois et avaient été surpris en train de transporter des enfants avec l'intention de les soumettre aux travaux forcés.

L'OCPM, une agence spécialisée chargée de toutes les affaires criminelles impliquant les enfants, ne disposait pas de personnel adéquat, de ressources suffisantes, ainsi que du matériel de bureau, de transport et du carburant pour mener des enquêtes et offrir une assistance immédiate aux victimes. L'École nationale de police a offert à 1000 inspecteurs de police et gardiens de la paix une formation sur la lutte contre la traite des enfants, dans le cadre de sa formation globale sur les droits et la protection des enfants. Au cours de l'année, le Ministère de la justice a commencé l'élaboration de modules de formation dédiés à la police, à la *gendarmerie*, aux assistants sociaux et aux juges. Les autorités n'ont pas communiqué sur les efforts d'enquête, de jugement, condamnations ou sanctions des officiels qui seraient complices de crimes liés à la traite d'êtres humains, y compris les personnes appartenant au corps diplomatique béninois qui auraient protégé selon certains rapports des trafiquants ou œuvré à empêché le rapatriement d'enfants victimes vers le Bénin.

Protection

Le gouvernement a maintenu les efforts de protection des éventuelles victimes du travail forcé des enfants au cours de l'année, bien qu'il n'ait pas offert de la protection aux victimes adultes ou ni identifié les victimes de l'exploitation sexuelle commerciale ou du travail forcé. L'OCPM a identifié 170 éventuelles victimes enfants de travail forcé en questionnant les enfants dont il avait la charge, comparé à 249 en 2011 ; la majorité de ces enfants identifiés en 2012 étaient des Béninois, bien que des enfants issus du Burkina Faso, Gabon, Ghana, Niger, Nigeria et Togo furent également identifiés. L'Office leur a offert un abri temporaire, ainsi du soutien légal, médical et psychologique dans un centre de transit dont le fonctionnement est assuré par des fonctionnaires et le personnel des ONG, mais situé dans un camp de la police de Cotonou, avant de les orienter vers des abris de longue durée. Par exemple, en janvier 2013, les forces de sécurité ont intercepté 12 enfants togolais et ghanéens, identifiés plus tard par l'OCPM, qui devaient servir de domestiques au Nigéria ; les enfants furent placés dans le centre de transit de l'OCPM avant qu'ils ne fussent accompagnés par des officiels béninois au Togo où ils furent placés dans un abri géré par une ONG. L'OCPM a collaboré avec le Ministère de la famille pour permettre le retour des enfants béninois dans leurs familles, de manière générale après que le Ministère de la famille se soit assuré qu'ils recevront soit une instruction scolaire soit une formation professionnelle. Les officiels des ministères de la Famille, de la Justice et de l'Intérieur ont travaillé en partenariat avec l'UNICEF et les ONG pour coordonner le placement des victimes enfants dans des familles d'accueil qui leur offrent un soutien supplémentaire avant leur insertion dans leurs communautés d'origine. Les assistants sociaux du gouvernement ont fourni des conseils à de tels enfants alors qu'une ONG a fourni une assistance financière pour couvrir leurs besoins de base. Grâce à leurs services polyvalents offerts aux victimes des crimes et aux groupes vulnérables, 85 centres de promotion sociale du Ministère de la famille, ont offert des services sociaux de base, de la nourriture et un abri temporaire aux victimes de traite à travers le pays, et notamment dans les zones rurales où de tels services sont rares et en matière de réinsertion des victimes dans leurs communautés d'origine. L'OCPM n'a pas encouragé les enfants victimes à participer aux enquêtes et aux procès sauf sur injonction du juge, en préférant de ne pas les exposer à un éventuel traumatisme supplémentaire. Bien que le Gouvernement du Bénin ait collaboré avec le Gouvernement de la République du Congo sur le rapatriement de 8 béninois victimes de traite au moins dans le cadre d'un accord bilatéral avec le Gouvernement du Bénin, il n'a pu mener en 2012 aucune enquête conjointe ni extradé les présumés auteurs — une partie importante de l'accord. Au cours de l'année, le gouvernement a identifié une victime adulte impliqué dans le travail forcé et soutenu le rapatriement de deux autres. Le Ministère des affaires étrangères a fait état des efforts fournis par le Consulat du Bénin à Beyrouth qui a assisté à des Béninoises qui faisaient face au travail forcé ou à la prostitution au Liban. Bien que l'OCPM soit chargé de fournir l'assistance aux adultes victimes de traite, l'Office, ainsi que les autres structures officielles n'ont pu fournir un abri ni la protection à de telles victimes identifiées au Bénin ou à celles rapatriées. Il n'existe aucun rapport sur la détention, les amendes ou

l'emprisonnement des victimes pour des actes illégaux commis comme résultat direct de leur exploitation. Cependant, le gouvernement n'a ni fourni des efforts systématiques pour l'identification des victimes adultes ni employé un mécanisme de détection des personnes impliquées dans la prostitution ; ce qui peut avoir laissé des victimes non identifiées par le système judiciaire et de sécurité.

Prévention

Le gouvernement a fourni peu d'efforts pour empêcher la traite d'êtres humains cette année. Bien que les ministères aient travaillé en partenariat avec les organisations internationales dans le cadre des campagnes de sensibilisation, l'Inspection du travail n'a pu combattre le travail forcé des enfants et l'organisme de coordination de la lutte anti-traite — Comité directeur national et la Cellule nationale de suivi et de coordination pour la protection de l'enfant au Bénin — n'a pu également fournir aucun effort cette année. En juillet 2012, le gouvernement a adopté le Plan national pour l'élimination des pires formes du travail de l'enfant (2012 - 2015) ; toutefois, aucun financement n'a été alloué pour la mise en œuvre de ce plan. Le Ministère de la justice et de la famille a tenu des réunions sur la sensibilisation de la traite des enfants et des dispositions légales y relatives, notamment dans les communautés d'origines. Par exemple, en octobre 2012 à Kandi, les officiels ont sensibilisé la population sur l'exploitation sexuelle des enfants à but commercial. En juin 2012, dans le cadre des activités de la Journée mondiale pour l'action contre le travail de l'enfant, le gouvernement en partenariat avec l'OIT, l'UNICEF et le HCR ont mené une sensibilisation sur les pires formes de travail des enfants, y compris la traite. La Commission conjointe Nigéria-Bénin pour la lutte contre la traite des enfants a maintenu ses efforts de coordination visant à réduire la traite des enfants en vue de l'exploitation de leur travail, de la région de Zakpota au Bénin, vers les carrières de la région d'Abeokuta au Nigéria, et facilité le rapatriement de dix enfants, victimes traite, du Nigéria au cours de l'année. En septembre 2012, au cours d'une formation financée par l'OIT, les officiels du Ministère du travail avaient fourni des indications sur les mécanismes utilisés pour combattre le travail des enfants, y compris les tribunaux dédiés aux mineurs, la *gendarmerie*, la police, les autorités locales, les sociétés minières et le personnel des centres de promotion sociale. Les inspecteurs du Ministère du travail et le Service civil du Bureau du travail ont imposé des sanctions administratives, donnant lieu au paiement d'amendes, même pour des abus de travail graves, dont certains impliquaient probablement des crimes de traite. En outre, il n'existe aucun mécanisme pour la coordination des actions et des dossiers entre ces deux structures et l'OCPM. L'efficacité de l'Inspection du travail est demeurée limitée à cause du faible nombre d'inspecteurs et de l'insuffisance des ressources pour la conduite des contrôles. Le gouvernement n'a pris aucune mesure systématique pour réduire la demande du sexe à des fins commerciales ou du travail forcé, ni à l'intérieur du pays ni à l'étranger, au cours de la période d'évaluation. Les soldats béninois ont reçu des formations en matière de lutte contre la traite avant leur déploiement lors des missions

Traduction non officielle

internationales de maintien de la paix à l'étranger, bien que cette formation ait été dispensée par un donateur étranger.